



Note de département

M2E | N° 2019-D-000136

Décision du 29 octobre 2019

Décision M2E 2019-D-000136 du 29 octobre 2019
portant délégation de pouvoir du directeur du département Maintenance des Equipements et
Systèmes des Espaces (M2E) au responsable de l'unité technique Ingénierie de Maintenance des
Lieux (IML)

Le directeur du département Maintenance des Equipements et Systèmes des Espaces

Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ;

Vu le décret n° 59-1091 du 23 septembre 1959 portant statut de la RATP ;

Vu le décret n° 89-410 du 20 juin 1989 relatif à l'organisation de la RATP ;

Vu les articles L.2142-1 et suivants du code des transports ;

Vu la délégation de pouvoirs n°2019-51 consentie le 03 octobre 2019 au directeur du département Maintenance des Equipements et Systèmes des Espaces par la Présidente-Directrice générale de la RATP.

Décide :

Article 1

De donner délégation au responsable de l'unité technique IML à l'effet d'exercer les pouvoirs suivants dans le cadre de ladite unité :

1 – APPLICATION DU DROIT DU TRAVAIL ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

1.1 - Définir et mettre en œuvre dans son unité l'organisation du travail.

1.2 - Mettre en œuvre, dans son unité, la législation et la réglementation du travail, les règlements internes de la RATP, les accords signés au niveau central de l'entreprise et de l'établissement M2E et veiller à leur stricte et constante application.

Le délégataire devra tout particulièrement appliquer les dispositions relatives aux conditions de travail du personnel, à la prévention des accidents du travail, à l'hygiène et à la sécurité des agents, au droit syndical et au fonctionnement des institutions représentatives du personnel.

1.3 - Mener le dialogue social et conclure des accords collectifs dans son unité en application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

1.4 - Déterminer les horaires de travail des agents de son unité dans le cadre de la législation et des réglementations applicables.

1.5 - Prononcer les mesures disciplinaires du premier degré à l'encontre des agents de son unité et proposer celles du second degré au directeur du département.

1.6 - Recruter, pour son unité, les opérateurs et les membres de l'encadrement et décider de commissionner les agents stagiaires engagés sous statut.

1.7 - Rompre le contrat de travail des agents stagiaires engagés sous statut et du personnel non statutaire, à l'exception des cadres.

1.8 - Préparer et exécuter le plan de formation du personnel et mettre en œuvre, le cas échéant, pour son unité, les actions individuelles de formation professionnelle.

1.9 - Donner un avis sur l'inscription des agents de son unité aux actions de mobilité et de promotion interne.

1.10 - Décider de l'avancement des opérateurs et établir les propositions d'avancement pour les agents de maîtrise et les cadres de son unité.

2 – SECURITE DES VOYAGEURS, DES AGENTS ET DES TIERS

Prendre toutes mesures susceptibles d'éviter que des dommages soient causés aux voyageurs, aux agents et aux tiers, quels qu'ils soient, du fait des activités de la RATP.

3 – DISPOSITIONS GENERALES

3.1 - Prendre, lorsqu'elles relèvent des attributions de son unité, toutes mesures nécessaires pour assurer le respect des obligations de toute nature que la loi et les règlements mettent à la charge de la RATP.

3.2 - Exercer – pour les sites affectés exclusivement ou à titre principal à l'activité de son unité et dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur – les fonctions de responsable de site, à moins que ces fonctions n'aient été expressément et spécialement déléguées à une autre personne.

3-3 - Prendre les décisions qui permettent le maintien en état du patrimoine et la qualité de service au quotidien.

Article 2

Le délégataire assumera, en ce qui concerne ces attributions, toutes les responsabilités notamment pénales, que la loi ou les règlements mettent à la charge du responsable de site, ces responsabilités étant expressément déléguées en même temps que les pouvoirs correspondants.

Article 3

Dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente délégation, le délégataire, après en avoir préalablement informé le délégant, pourra déléguer sa signature.

Article 4

La présente délégation annule et remplace la délégation n° M2E 2018-D-000146 du 29 octobre 2018.

Article 5

La présente délégation est publiée au Bulletin officiel des actes de la RATP, mis en ligne sur le site internet de cette dernière (www.ratp.fr).

Fait à Paris, le 29 octobre 2019

Jean ROUZAUD
Directeur du département Maintenance des Equipements et Systèmes des Espaces